

## **Interview d'Andris Piebalgs, Commissaire au Développement :**

### **« Nous devons améliorer la capacité des pays à supporter la flambée des prix alimentaires et les changements climatiques »**

18 décembre 2012

Quand [This Is Africa](#) s'est rendu à Bruxelles pour rencontrer Andris Piebalgs et discuter de développement agricole, les rues étaient bloquées par des agriculteurs belges en colère. Mais les préoccupations du Commissaire européen au développement sont autres. L'homme politique letton a mis l'agriculture au cœur de la politique de développement de l'Union Européenne, et sa vision est claire : la dynamisation du secteur agricole des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) doit être menée par les petits exploitants.

*« Nous ne devrions pas être arrogants avec les petits exploitants – 80 % de la production agricole africaine est en réalité issue des petites exploitations qui créent des emplois et forment la structure sociale traditionnelle »,* affirme Andris Piebalgs depuis son bureau de la Commission européenne.

*« Nous ne devrions pas penser que le modèle agricole européen se répliquera dans les pays ACP. Très peu d'agriculteurs avec chacun des centaines d'hectares et une productivité très élevée. Ce schéma ne correspond pas forcément à leurs contextes, il faut partir de leurs besoins, et non pas chercher à reproduire notre modèle. »*

C'est pour cette raison que la Commission donne la priorité aux petits exploitants et à la sécurité alimentaire. *« L'agriculture représente environ 70 % des emplois et 30 % du PNB dans la plupart de ces pays »,* explique Monsieur Piebalgs, *« En 2050, même avec l'exode rural, 40 % des africains vivront toujours en zone rurale. Cela correspond à 900 millions de personnes qui doivent avoir un emploi et des moyens de subsistance. Il y a un réel défi, une opportunité pour le secteur agricole à créer des emplois et de la richesse. »*

### **L'UE et l'agriculture des pays ACP**

L'Union européenne ne peut à elle seule soutenir les filières dans leur ensemble, il conviendra de cibler les points de blocages au cas par cas : *« Nous allons examiner minutieusement les contraintes dans chaque pays. Est-ce que le problème majeur est l'accès aux financements ? L'accès à l'énergie ? Les routes ? Ce sera une approche sur-mesure. Elle ne couvrira pas tous les domaines, mais elle devra améliorer la capacité des pays à supporter la flambée des prix alimentaires et les changements climatiques. »*

En dehors de l'accès à l'eau qui est une priorité pour l'ensemble du continent, le travail est différent selon les pays. Au Rwanda par exemple, l'UE investit dans un aménagement intensif en terrasses. Elle soutient également la production de café. En Ethiopie, ce sont les routes rurales, l'accès au marché et le soutien au la Bourse éthiopienne de matières premières créée en 2008 qui sont ciblés.

Les régions particulièrement vulnérables aux chocs climatiques seront tout en haut de la liste des priorités européennes. *« Nous sommes très inquiets par la désertification, par exemple dans le Sahel*

*où nous nous concentrons sur l'augmentation des investissements agricoles et de la productivité, »* explique M. Piebalgs.

Dans les zones qui nécessitent de façon chronique une aide humanitaire d'urgence, avant tout le Sahel et la Corne de l'Afrique, la Commission associe les mesures d'urgence à une dynamisation à long terme des marchés en injectant de l'argent et en achetant la nourriture au plus près de la zone de crise, plutôt qu'en l'important de l'extérieur.

*« Nous essayons de ne pas dissocier mesures d'urgences et politiques de développement à long terme, nous soutenons ainsi les producteurs tout en palliant à l'urgence »* dit M. Piebalgs, *« Je pense que cela nous rend unique dans le domaine de l'aide humanitaire ».*

### **Changement des règles du jeu**

Bien qu'étant le donateur le plus important en matière agricole, les financements de l'UE pour l'agriculture et la sécurité alimentaire sont relativement faible (800 millions d'euros) et Andris Piebalgs reconnaît que les besoins sont bien plus élevés. Pourtant le Commissaire reste optimiste, en particulier sur le développement des technologies de l'information comme facteur de modernisation du secteur. *« Les téléphones portables changent la donne car les paysans sont mieux informés sur les prix ».*

Le Commissaire mise aussi sur la « Nouvelle alliance mondiale pour la sécurité alimentaire et la nutrition » lancée par le G8 en 2012. Cette initiative a pour but d'accroître l'investissement privé dans l'agriculture africaine et d'améliorer la productivité du secteur, avec l'espoir de de sortir 50 millions d'africains de la pauvreté d'ici 10 ans. Depuis son lancement en mai, plus de 60 entreprises privées, pour la plupart africaines, se sont engagées à investir plus de 3,5 milliards de dollars dans l'agriculture du continent.

### **Les réformes politiques dans les pays ACP**

Ces réformes sont absolument nécessaires, *« parce que le capital privé peut être débloqué si le pays est stable dans ses réformes ».*

Au premier rang des contraintes politiques du continent, on trouve le problème de la propriété foncière, le Commissaire exhorte les pays africains à se concentrer sur ce point clef. *« 80 % des petits exploitants sont des femmes, mais elles détiennent seulement 2 % des terres en Afrique ».*

*« Il ressort clairement des expériences partout dans le monde que les agriculteurs sont plus productifs si la terre leur appartient, ou si elle peut être transmise à leur famille. »*

La clarté des règles de propriété serait aussi utile pour parer au phénomène d'accaparement des terres, autre préoccupation du Commissaire. *« Les investissements agricoles à grande échelle nécessitent une grande transparence et des règles juridiques, et c'est justement ce qui fait défaut la plupart du temps »*, selon Piebalgs. *« Nous avons vu arrivé ces grands investisseurs – je ne dis pas que c'est mauvais – mais les contrats ne devraient pas être négociés isolément, ils doivent être intégrés dans la législation du pays, de façon à ne pas compromettre l'approche intégrée du développement agricole. »*

### **Accords de partenariats économiques (APE)**

Côté européen, il existe aussi un espoir que la politique commerciale puisse avoir un impact positif sur le développement agricole des pays ACP.

Les Accords de partenariats économiques (APE) entre l'UE et les pays ACP ont été présentés depuis 2000 comme une solution pour promouvoir le commerce entre les deux zones. Toutefois les négociations entre l'UE et les groupes régionaux sont au point mort.

Andris Piebalgs note que les pays ACP ont de toute façon un accès préférentiel au marché européen grâce au dispositif « Tous sauf les armes », mais soutient que cela avantage essentiellement les gros exportateurs : « *Fondamentalement, cette ouverture est pour les grands exploitants. Pour les petits, cela ne change rien* ».

Selon lui, la question clef est celle du commerce entre les pays africains eux-mêmes. « *Le commerce au sein de l'Afrique est vraiment le grand défi. Ça ne fonctionne pas bien, en partie par défaut d'infrastructures, mais aussi en partie à cause de barrières tarifaires. Ce que nous voulions faire avec les APE, ce n'était pas seulement d'améliorer l'accès au marché européen, mais aussi renforcer la dimension régionale. Sans cela, seuls les gros peuvent exporter, si vous êtes un petit producteur, vous pouvez seulement espérer vendre sur le marché local* ».

### **La Politique Agricole Commune (PAC)**

Le Commissaire soutient que la PAC, le programme européen de subventions aux agriculteurs, pourrait être utilisé par les pays ACP comme un cas d'école pour leurs politiques domestiques.

« *La PAC offre beaucoup de bonnes idées à étudier, nous avons appris de nos erreurs passées, et la PAC fournit aujourd'hui aux agriculteurs une certaine garantie pour maintenir leurs activités* », assure-t-il.

Mais les dépenses de la PAC, bien qu'en baisse, représentent encore environ 30 % du budget de l'UE et ont constitué un point de litige dans les négociations budgétaires de l'UE ces dernières années. Les manifestations d'agriculteurs à Bruxelles soulignent également l'insatisfaction par rapport au système européen de quotas laitiers.

« *La PAC a des hauts et de bas* », concède M. Piebalgs, « *mais je pense que c'est la politique agricole la plus élaborée au monde, et elle est mise en œuvre dans 27 pays, donc elle doit fournir des enseignements aux autres pays* ».

Le système est controversé depuis des décennies, les critiques soulignant ses effets de distorsion des marchés et de destruction de la compétitivité de l'agriculture des pays en développement. Pourtant aujourd'hui, 95 % des subventions aux exportations ont été supprimées, souligne M. Piebalgs.

« *L'UE a fait de grandes réformes politiques, mais je pense que nous sommes toujours confrontés à une opposition car nous n'avons pas encore totalement aboli les subventions aux exportations. Tant que ces subventions existeront la PAC sera perçue comme un frein à l'évolution de l'agriculture des pays en développement* », soutient-il, « *C'est faux, mais l'abolition totale des subventions aux exportations est nécessaire car elles ont un impact sur les marchés, même s'il est minime*. »

La question des subventions agricoles est un des principaux points d'achoppement dans les négociations commerciales mondiales débutées en 2001 (« Doha Round »).

## Coupes dans le budget du développement

Le budget européen consacré au développement pourrait être réduit sur la prochaine période (2014-2020). Environ 80 % de l'APD de l'Union Européenne provient des budgets nationaux et M. Piebalgs est assuré de la volonté des pays de maintenir à l'aide au développement à 0,7 % du PIB par habitant.

*« Je serais heureux s'ils allouaient plus de fonds à l'aide au développement au niveau européen, les négociations sont en cours », précise-t-il, « Mais quand il y a une rationalisation globale du budget, il faut s'attendre à des dommages collatéraux. »*

Le commissaire soutient que le niveau actuel de l'aide devrait être maintenu, et qu'il n'est pas question de toucher aux 800 millions d'euros consacrés à l'agriculture. *« L'agriculture et la sécurité alimentaire recevront plus de fonds, quoi qu'il arrive car c'est clairement notre priorité. Nous dépenserons moins dans un secteur comme la construction routière car c'est très intensif en capital, et à ce stade, je vois plus de valeur ajoutée dans l'agriculture. L'agriculture est bien plus bénéfique pour l'économie d'un pays, et les pays eux-mêmes le disent ».*

Source : [This Is Africa](#), interview du 18 décembre 2012